

## **Introduction : David Douillet est-il français ?**

La question peut surprendre, concernant le tout récent député, Champion des champions français de 1995 à 2000 selon le Journal L'équipe, 19<sup>e</sup> personnalité préférée des Français en 2009...

Et pourtant, en plein débat sur l'Identité Nationale, certains propos de l'ancien judoka interrogent.

Voir polycopié *David Douillet est-il français ?*

Pour vous faire une opinion dans ce débat, voici un petit parcours qui nécessite d'abord de comprendre les enjeux et l'origine du débat (et donc du terme d'"Identité nationale, ensuite de bien cerner le sens des mots, pour enfin s'interroger sur le singulier de l'expression Identité Nationale.

## **Section I- "Aux racines de l'Identité Nationale"**

Lisez l'article de [Thomas Wieder, paru dans le journal \*Le Monde\*](#), puis répondez aux questions suivantes :

- L'expression "Identité Nationale" est-elle ancienne ? Justifiez.
- Quelles sont les raisons qui conduisent à organiser aujourd'hui, en novembre 2009, un débat national sur l'Identité Nationale ?

## **Section II- Nation, nationalisme : le sens des mots.**

Lisez l'article de l'[historien Vincent Duclert, paru dans le journal \*Libération\*](#), puis répondez à la question suivante :

- Pourquoi selon V.Duclert "Si la question [« qu'est-ce qu'être français ? »] est légitime, l'inscrire dans un « grand débat sur l'identité nationale » est un procédé biaisé, qui revient à en préempter la réponse recherchée. Car l'identité nationale ne recouvre pas tout de l'identité française" ?

## **Section III- Une ou des identités (nationales) ?**

### **Questions :**

- Quelles sont les trois erreurs qui, [selon le sociologue J.C.Kaufmann](#), entourent l'usage du terme "identité" dans l'expression "Identité Nationale" ?
- Quels arguments conduisent le [politologue Jean François Bayart](#) à conclure qu'"il y a pas d'identité Française" ?

## David Douillet est-il Français ?

Publié par Denis Colombi le 06 novembre 2009 (blog une heure de peine)

Illustration étonnamment bien tombée de ce que je racontais il y a quelques jours que cette "affaire Douillet" - qui ne peut que nous faire regretter que l'on ne lise pas ce que disent les hommes politiques *avant* qu'ils ne soient aux affaires... La juxtaposition de deux citations est à ce titre assez parlante.

La première est évidemment celle, reprise d'abord par le Canard Enchaîné, puis par Le Monde, puis par un peu tout le monde, de notre judoka devenu homme politique mais pas "tapette" :

*« Pour moi, une femme qui se bat au judo ou dans une autre discipline, ce n'est pas quelque chose de naturel, de valorisant. Pour l'équilibre des enfants, je pense que la femme est mieux au foyer.*

*C'est la mère qui a dans ses gènes, dans son instinct, cette faculté originelle d'élever des enfants. Si Dieu a donné le don de procréation aux femmes, ce n'est pas par hasard.*

*De fait, cette femme-là, quand elle a une activité professionnelle externe, pour des raisons de choix ou de nécessité, elle ne peut plus jouer ce rôle d'accompagnement essentiel. (...) Je considère que ce noyau est déstructuré. Les fondements sur lesquels étaient bâtie l'humanité, l'éducation en particulier, sont en partie ébranlés.*

*On dit que je suis misogyne. Mais tous les hommes le sont. Sauf les tapettes ! »*

La seconde nous vient du communiqué du sémillant Eric Besson appelant à lancer ce grand débat sur l'identité nationale (souligné par moi) :

*« La question « Pour vous, qu'est ce qu'être Français aujourd'hui ? » devra être posée à chacun. Le débat portera sur la définition de notre Nation, par son histoire, sa culture, sa langue, son patrimoine, son territoire, mais aussi par notre volonté de vivre ensemble, sur la base des principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité, et sur l'opportunité de les compléter par ceux de laïcité, **d'égalité homme-femme**, ou encore de solidarité nationale. »*

L'égalité homme-femme est régulièrement rappelée comme étant l'une des valeurs constitutives de la République Française - n'est-ce pas l'un des principaux points d'achoppement quant au port du voile intégral ? -, ce qui ne peut qu'être une bonne chose, et comme un élément central de cette fameuse identité nationale étatique définie. Mais va-t-on remettre en cause la nationalité française de David Douillet ? Va-t-on le menacer d'expulsion pour une entorse aussi évidente à ce principe fondamental ? Non, bien sûr. Et c'est normal, puisque la liberté d'expression n'en est pas moins importante en France, y compris quand il s'agit de dire des conn... des bêtises.

Mais les choses seraient bien différentes si ce cher David n'était pas un *insider*, mais un *outsider*, s'il était immigré, même avec la nationalité française... ou s'il portait un nom de la mauvaise consonance. Alors, son désir de voir les femmes se cantonner à l'éducation des enfants et au foyer ne serait pas interprété comme une simple position rétrograde, mais comme totalement incompatible avec son intégration dans notre société, comme le signe d'un refus de la République, de ses valeurs et plus généralement de la communauté nationale. Une fois de plus, c'est Howard Becker qui a raison : la déviance n'est pas une qualité d'un acte, mais la conséquence de la réaction des autres, réaction qui dépend des caractéristiques et notamment des "stigmates" des individus dénoncés comme déviants.

Voilà donc l'illustration parfaite du fait que l'identité nationale que l'Etat souhaite définir n'est qu'à vocation externe, ne sera là que pour être opposé aux "menaces" perçues comme telles de l'extérieur. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'identité nationale, simplement que celle-ci n'a pas à être défini une bonne fois pour toute, même par un pseudo "grand débat"...

Pourquoi les propos de D.Douillet posent-ils problème en plein débat sur l'Identité Nationale ?

# Aux racines de l'identité nationale

LE MONDE | 06.11.09 | 13h54 • Mis à jour le 10.11.09 | 11h10

Candidat, Nicolas Sarkozy ne cessa d'utiliser l'expression ; au lendemain de son élection, il la reprit pour baptiser un ministère ; depuis le 2 novembre, son gouvernement en fait le thème d'un "grand débat", auquel les citoyens sont invités à participer : en un peu plus de deux ans, l'"identité nationale" a envahi l'espace politique et la scène médiatique. Singulière fortune pour une notion dont l'emploi, il n'y a pas si longtemps, était inenvisageable. Et pour cause : elle n'existait pas.

Quand l'expression est-elle apparue dans la langue française ? *"Seulement dans les années 1980"*, répond l'historienne Anne-Marie Thiesse, directrice de recherche au CNRS et auteur de *La Création des identités nationales. Europe XVIII<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 1999). Une plongée dans le catalogue de la Bibliothèque nationale de France (BNF) le confirme : le premier livre dont le titre contient l'expression "identité nationale" a été publié en 1978 (un essai sur le poète chilien Pablo Neruda).

Fait révélateur : quand Fernand Braudel entreprit, à la fin de sa vie, une étude sur *L'Identité de la France* (parue en 1986, quelques mois après sa mort), il reconnut lui-même que l'emploi du terme ne lui avait pas été naturel : *"Le mot m'a séduit, mais n'a cessé, des années durant, de me tourmenter"*, confiait l'historien. Nul mieux que l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa ne sut expliquer l'opprobre qui frappait à l'époque la référence au "national" : *"Si l'on considère le sang qu'elle a fait couler au cours de l'histoire, (...) l'alibi qu'elle a offert à l'autoritarisme, au totalitarisme, au colonialisme, aux génocides religieux et ethniques, la nation me semble l'exemple privilégié d'une imagination maligne."*

Aujourd'hui, Braudel se sentirait moins seul : selon la BNF, 30 livres portant dans leur titre l'expression "identité nationale" ont été publiés en France depuis 2000. Soit autant en dix ans qu'au cours des vingt années précédentes.

Si l'expression s'est répandue dans les années 1980, sa généalogie mérite toutefois d'être rappelée. *"C'est aux Etats-Unis, dans les années 1960, que des sociologues comme Erving Goffman ont commencé à appliquer la notion d'identité à des groupes"*, explique Anne-Marie Thiesse. *Les premiers à se l'approprier furent les femmes et les Noirs, c'est-à-dire des groupes victimes de discriminations pour lesquels l'affirmation d'une identité était une façon de retourner le "stigmat" qui les différençait en en faisant un élément de fierté."*

L'historienne insiste sur l'importance du sentiment de vulnérabilité qui est à l'origine des revendications identitaires : *"C'est quand il se sent menacé qu'un groupe éprouve la nécessité de radicaliser sa différence par rapport aux autres, explique-t-elle. Ce n'est pas un hasard si l'expression "identité nationale" est apparue dans les années 1980, quand la France perdait son leadership et se sentait, du coup, plus vulnérable."* L'époque où le Front national s'est installé dans le paysage politique, et où l'immigration est devenue un sujet porteur en période électorale.

Le thème du "déclin français", reconnaît Anne-Marie Thiesse, ne date pas des années 1980. Mais un facteur, selon elle, explique que la nation ait alors constitué une sorte de refuge identitaire : *"C'est une époque où il est devenu plus difficile de mobiliser d'autres identités, comme l'identité de "classe" par exemple, touchée par le déclin du marxisme."* Un sentiment commun de vulnérabilité, ajouté à une crise des idéaux collectifs de substitution : tel serait donc le terreau qui aurait permis au thème de l'"identité nationale" de prospérer dans les deux dernières décennies.

Si la notion d'identité, accolée à l'adjectif "national", est une invention récente, le sentiment national est pour sa part beaucoup plus ancien - dans le cas français, la fin du Moyen Age ayant constitué sans doute un moment inaugural, comme l'a jadis montré Colette Beaune (*Naissance de la Nation France*, Gallimard, 1985). Ce n'est toutefois pas avant le XIX<sup>e</sup> siècle que les nations se sont formées en tant que corps politiques adossés à une culture.

Période d'épanouissement - et de succès dans les cas italien et allemand - des grands "mouvements nationalitaires", laboratoire des nationalismes (en France, le terme est apparu dans les années 1890), le XIX<sup>e</sup> siècle est aussi celui où les nations européennes se sont inventé une "âme" ou un "génie". Toutes, pour cela, ont "bricolé" ce que l'ethnologue Orvar Löfgren a appelé fort justement un "kit" identitaire. Une sorte de check-list dont les mêmes éléments se sont combinés un peu partout au même moment : une histoire multiséculaire, des

ancêtres fondateurs (les Gaulois pour les Français, les Daces pour les Roumains, les Huns pour les Hongrois...), des héros, une langue, un folklore, une gastronomie. *"Les nations se sont formées les unes par rapport aux autres à partir de procédés standardisés. La construction des identités nationales fut avant tout un phénomène transnational"*, explique Anne-Marie Thiesse.

A partir de ce socle commun, différentes conceptions de la nation se sont toutefois confrontées. Pendant longtemps, il fut à la mode d'opposer une *"conception française"* de la nation, fondée sur l'idée d'adhésion volontaire, à une *"conception allemande"*, fondée sur l'exaltation des origines. Le *contrat social contre le Volksgeist* (esprit du peuple), le droit du sol contre le droit du sang, la nation révolutionnaire contre la nation romantique.

Aujourd'hui, la plupart des historiens jugent cette opposition trop simpliste. *"A l'intérieur même de la France, ces deux théories ont existé, rappelle ainsi Michel Winock, professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris, dont plusieurs articles sur l'idée nationale viennent d'être republiés (Le XX<sup>e</sup> siècle idéologique et politique, Perrin). Il y a un "nationalisme fermé" et un "nationalisme ouvert". Le "fermé", c'est celui de Barrès et de Maurras. C'est l'idée qu'on ne devient pas français, mais qu'on l'est parce que ses ancêtres l'étaient. C'est le culte de l'enracinement, l'accent mis sur l'hérédité, d'où la référence constante, chez Barrès, à la "terre" et aux "morts". En France, ce nationalisme-là s'est moins fondé sur la race que sur l'identité catholique, ce qui explique, autant qu'un rejet des immigrés, une tendance à vouloir démasquer les "mauvais Français" - c'est-à-dire, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les juifs et les protestants. En face, vous avez le nationalisme "ouvert", républicain, celui qui, dans le sillage de 1789, pense la nation comme le résultat de la volonté générale."*

Si une phrase de Barrès résume la première conception (*"Le nationalisme, c'est l'acceptation d'un déterminisme"*, 1902), c'est une conférence d'Ernest Renan, prononcée en 1882 à la Sorbonne, qui est souvent citée comme fondatrice de la seconde. A la question *"Qu'est-ce qu'une nation ?"*, l'historien répondait que celle-ci ne se définissait ni par la race, ni par la langue, ni par la religion, ni par la géographie, ni même par une communauté d'intérêts. Pour lui, la nation était une *"grande solidarité"*, constituée par *"les sacrifices que l'on a faits et ceux que l'on est disposé à faire encore"*. Si *"elle suppose un passé"*, elle ne se conçoit pas sans *"le désir clairement exprimé de continuer la vie commune"*. Une formule a fait florès : *"L'existence d'une nation est (...) un plébiscite de tous les jours comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie."*

Cette définition volontariste de la nation - Renan parle du *"désir de vivre ensemble"* - repose sur l'adhésion à un certain nombre de valeurs communes. Comme le rappelle l'historien Vincent Duclert, professeur agrégé à l'École des hautes études en sciences sociales et auteur de *La France, une identité démocratique* (Seuil, 2008), c'est à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans le contexte d'une République à la fois conquérante et contestée, dans ces années où le régime dut faire face à deux crises majeures (le boulangisme et l'affaire Dreyfus), que ces *"principes fondamentaux"* se sont cristallisés. *"Dans une République qui n'avait pas véritablement de Constitution, observe l'historien, ce sont les grandes lois qui ont servi de textes fondateurs : sur la liberté de la presse (1881), sur l'école (1881-1882), sur les syndicats (1884), sur la liberté d'association (1901), sur la séparation des Églises et de l'État (1905)..."*

Au fil du temps, cette *"identité démocratique"* n'a cessé de s'enrichir : sous le Front populaire, avec les lois sur les congés payés ; à la Libération, quand les femmes ont obtenu le droit de vote et que la Sécurité sociale a été créée ; en 1981, avec l'abolition de la peine de mort... L'existence de ce *"patrimoine commun de droits et de libertés"*, dont la liste est par définition ouverte, constitue ce que Vincent Duclert appelle donc l'identité démocratique de la France - expression qu'il préfère à celle d'identité nationale, dans la mesure où elle met l'accent sur un *"projet politique"* en devenir plutôt que sur une *"définition essentialiste"* fixée une fois pour toutes.

La combinaison d'un héritage commun et d'une espérance partagée, une définition reposant paradoxalement sur le refus d'une définition trop précise... Au Monde, qui lui demanda en 1985 s'il lui était possible de donner un contenu à la notion d'*"identité de la France"*, Fernand Braudel répondit : *"Oui, à condition qu'elle laisse place à toutes les interprétations, à toutes les interventions. (...) Il y a une identité de la France à rechercher avec les erreurs et les succès possibles, mais en dehors de toute position politique partisane."* Avant de formuler cette injonction : *"Je ne veux pas qu'on s'amuse avec l'identité."*

**Thomas Wieder**

# Le culte du national est un nationalisme

Par VINCENT DUCLERT historien 06/11/2009 [liberation.fr](http://liberation.fr)

Le 2 novembre 2009, nous avons reçu l'injonction, de la part d'un ministre de la République, de venir débattre dans les préfectures et les sous-préfectures, des «valeurs de l'identité nationale». Je ne répondrai pas à la demande d'Eric Besson. Nous assistons à la mise en orbite d'un débat qui n'en est pas un, décidé par un ministère qui incarne une forme nouvelle de politisation des institutions et du bien public, enfermant la définition de la France et des Français dans un projet autoritaire et idéologique, étouffant tout ce qu'être français recèle de spirituel, de civique, d'historique. Tout ce qu'Eric Besson nie actuellement et qu'il est nécessaire de lui dire pour le bienfait de la vie démocratique.

En l'état, le débat sur «qu'est-ce qu'être français ?» est totalement piégé. Si la question est légitime, l'inscrire dans un « grand débat sur l'identité nationale » est un procédé biaisé, qui revient à en préempter la réponse recherchée. Car *l'identité nationale* ne recouvre pas tout de *l'identité française*. Elle en est même une forme de perversion puisqu'elle transpose dans le champ des citoyens une idéologie partisane travaillée à l'extrême droite. Pourtant, le leurre a fonctionné et une large partie des commentaires a mélangé allègrement les deux expressions comme si elles étaient équivalentes. L'opinion elle-même, si l'on en croit les sondages, est tombée dans le piège. Souhaitant contribuer à l'expression du « vivre ensemble », elle a, sans s'en rendre compte, validé le présupposé d'une consultation populaire marquée du sceau de «l'identité nationale».

L'identité française s'ancre sur un projet politique forgé par la République et qui veut que la nation ne suffise à fonder le lien social et politique. En France, le culte du national - le nationalisme - a souvent entraîné le pays dans la violence politique, la persécution sociale et la trahison de la patrie livrée à ses ennemis - comme en 1940. Aussi, tout l'effort des républicains, de droite comme de gauche, a-t-il été de doter le pays d'institutions libérales et de droits fondamentaux permettant de sortir d'un ordre exclusif de la nation au profit d'une conception politique, raisonnée et intellectuelle de la France. L'essentiel des combats individuels et collectifs de défense du pays - y compris de la part de non-natifs comme Giuseppe Garibaldi en 1870 ou Missak Manouchian en 1943 - l'ont été au nom de cette idée-là de la nation comme projet politique.

L'identité nationale d'Eric Besson et de Nicolas Sarkozy refuse à la France sa définition républicaine, libérale et constitutionnelle - au sens qu'il existe, au-delà des législations, des pouvoirs et des politiques, un patrimoine commun de libertés individuelles, de fierté patriotique pour le courage civique et de principes fondamentaux dont la dignité de l'Etat. Il existe dans la fonction publique une tradition d'apolitisme et de service de tous les citoyens sans distinction. La création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire avait déjà été critiquée pour n'être que la traduction d'un slogan de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Désormais cette idéologisation se diffuse dans tout l'appareil de l'Etat. Cela pose un problème que les juristes, les politistes, les historiens ou encore les membres du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat auront certainement à cœur de méditer voire de dénoncer.

Quant à l'opposition parlementaire, elle serait inspirée de prendre position sur le fond plutôt que d'en profiter, à l'image de Ségolène Royal, pour faire de la surenchère sur la nation, le drapeau et *la Marseillaise*. Un peu d'histoire leur rappellerait qu'être français, c'est d'abord détenir la liberté de choisir le moment où l'on pavoise et où l'on chante l'hymne national, parce ces deux symboles ont été aussi dans le passé les attributs des aventures populistes et nationalistes menaçant l'idéal démocratique.

Les démocrates de la République, ceux dont la culture irrigue la définition politique de la France, seraient aujourd'hui les mieux armés pour, comme au temps de la lutte contre le boulangisme, déclarer avec Jules Ferry : «*Au lieu de fermer la République il faut l'ouvrir, l'ouvrir à tous les hommes de bonne volonté.*»

# Pas une seule histoire mais mille, toujours reformulées, par Jean-Claude Kaufmann

LE MONDE | 06.11.09 |

J'ai d'abord pensé que le mieux serait de ne rien écrire, pour ne pas aggraver la confusion de ce "grand débat" sur l'identité nationale, aux allures de farce populiste. Mais, face à tant de contresens, quelques clarifications peuvent quand même ne pas faire de mal.

La notion d'identité est employée par beaucoup comme si elle renvoyait à une évidence, alors que sa définition recouvre au contraire des enjeux politiques considérables. Avant d'ergoter sur ce qui est censé nourrir l'appartenance nationale, savoir ce que l'on entend par "identité" me paraît la première urgence.

Trois erreurs principales sont commises. La première est de croire que l'identité renvoie à l'histoire, à notre mémoire, à nos racines. En fait, c'est exactement le contraire. L'emploi inflationniste du terme ne date que d'un demi-siècle : avant (sauf pour l'administration), il était rarement question d'identité. Parce que justement l'individu faisait bloc avec son histoire et était défini par les cadres institutionnels qui le portaient.

## Du côté de la subjectivité

C'est à mesure que la divergence s'est creusée avec une subjectivité se voulant autonome que la question de l'identité s'est imposée. Elle résulte avant tout d'une subjectivité à l'œuvre, en vue de produire un sens, qui n'est plus donné par la place sociale occupée. Pas seulement pour répondre à la question "qui suis-je ?". Mais, à chaque instant, au moment de chaque décision, même les plus minuscules, qui engagent toujours toute une éthique et une vision du monde. C'est alors, et alors seulement, que les diverses appartenances (culturelles, nationales, religieuses) peuvent être utilisées, comme autant de ressources, mais pouvant se transformer en affirmations totalisantes et sectaires.

La production identitaire est très fractionnée, impulsive, et ne prend guère les formes que l'on imagine au ministère. Si on prend l'exemple de l'identité française, une enquête montrerait facilement que, de façon très concrète, les moments où elle est le plus intensément ressentie (les moments où l'individu se vit avant tout comme "français") sont liés désormais à de grands événements sportifs comme la Coupe du monde de football (où l'on va d'ailleurs retrouver hymne et drapeaux). Evidemment, le foot n'est pas dans les listes de M. Besson.

Je reconnais qu'il est difficile de comprendre que l'identité est du côté de la subjectivité et de la production de sens et non de celui des "racines". L'objection qui est faite est de dire : "Mais enfin, vous avez quand même un âge, un sexe, une histoire !" Cela est la deuxième erreur. Elle est de confondre l'identification administrative et la production du sens de sa vie. Les deux processus, qui emploient le même mot "identité", s'opposent.

L'identification conduite par l'Etat consiste à repérer, ficher, classer des individus, en se fondant sur leur biologie ou la matérialité objective de leur histoire. C'est d'ailleurs pourquoi l'Etat est toujours très mal placé pour parler d'identité, car il n'a que cette vision étroite. La production de sens, au contraire, travaille avec ces éléments hérités, mais en les reformulant sans cesse. D'autant plus fortement que nous n'avons pas une seule histoire mais mille, enchevêtrées et contradictoires. C'est nous qui choisissons une part de notre passé ou une appartenance pour faire sens à un moment donné.

La troisième erreur est de croire que l'identité pourrait être quelque chose de fixe et de stable. Toute identité se construit par une fixation et une réduction provisoires. Cela est nécessaire pour créer une totalité significative claire, voire simpliste, qui seule autorise l'action. Mais ces fixations ne durent qu'un instant et sont extraordinairement changeantes. Le processus identitaire en lui-même se caractérise au contraire par son ouverture et ses variations permanentes, ancrées dans le présent et dressant des scénarios d'avenir.

Autant le débat sur l'identité nationale s'annonce comme truqué, pauvre et pouvant déboucher sur des dérives, autant un questionnement sur ce qu'est vraiment l'identité pourrait s'avérer précieux. Justement pour éviter les dérives.

[Jean-Claude Kaufmann](#) est sociologue, directeur de recherche au CNRS, auteur de "L'Invention de soi, une théorie de l'identité".

# Jean-François Bayart : "Il n'y a pas d'identité française"

LEMONDE.FR | 06.11.09 |

Jean-François Bayart est directeur de recherche au CNRS (SciencesPo-CERI) et président du Fonds d'analyse des sociétés politiques, auteur notamment de *L'Illusion identitaire* (Fayard, 1996), de *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation* (Fayard, 2004) et de *L'Islam républicain* (Albin Michel), à paraître le 3 mars 2010.

**Le débat sur l'identité nationale relancé par Eric Besson vous semble-t-il fondé, historiquement et intellectuellement ?**

**Jean-François Bayart :** Il est dangereux de voir le pouvoir politique s'emparer ex cathedra de la définition de l'appartenance, de l'identité nationale, c'est-à-dire, simultanément, de l'exclusion du corps national. Historiquement, cela me semble non fondé pour des raisons intellectuelles. Les identités n'existent pas. Il n'y a pas d'identité française mais des processus d'identification contradictoires qui définissent la géométrie variable de l'appartenance nationale et citoyenne. La France s'est constituée de cette manière par vagues successives de mouvements humains. Car outre l'immigration, il faut aussi tenir compte dans la définition de la nation française d'un autre mouvement circulatoire : l'exode rural. "*L'identité de la France*", comme l'appelait Fernand Braudel, procède aussi de l'arrivée à Paris et dans d'autres grandes villes d'Auvergnats, de Bretons, etc. Ces processus complexes et d'ordre historique ne relèvent pas de la volonté et du projet politiques. Il y a dans la démarche d'Eric Besson et de Nicolas Sarkozy une espèce d'accaparement de la complexité de l'histoire française qui rappelle de biens mauvais souvenirs du point de vue de notre histoire. Quand le politique cherche à s'emparer du social, et singulièrement de l'identitaire, le totalitarisme n'est jamais loin.

**Y a-t-il eu dans l'histoire contemporaine de la France des périodes où l'on soulevait cette question de l'identité nationale ? Et si oui, qu'est-ce que cela traduit ? Une période de trouble ? D'incertitude sur l'avenir ?**

La période de trouble est d'autant plus tangible que la classe politique française, depuis trente ans, toutes tendances confondues et pour des raisons électorales, a flatté les sentiments de peur des Français. Cela a été conforté par la crise économique et le chômage, la déshérence d'institutions sociales centrales de la République et des banlieues. Cette inquiétude s'est trouvée accentuée par la volonté de rupture de Nicolas Sarkozy. Celle-ci remet en cause des fondamentaux du pacte social français, comme le service public, élément constitutif de l'imaginaire national français.

Les Français auraient plus confiance en eux s'ils avaient une classe politique qui leur explique les formidables transformations du pays depuis 1945. Il est injuste d'enfermer la France dans la ringardise et son incapacité à changer. Le discours obsidional face à la mondialisation ne prépare pas l'avenir. La France vit sur un paradoxe et dans la schizophrénie : comme grande puissance exportatrice, elle profite de la globalisation, mais sur le mode de l'autodéfense. Sur ce point, la classe politique française n'a jamais porté un discours mobilisateur, notamment quant à l'immigration, qui est une opportunité et une ressource de croissance. Le débat public est dans l'impasse. Depuis plus de trente ans, la législation fabrique à tour de bras des clandestins au nom de la lutte contre la clandestinité. Ce n'est pas innocent car nous savons que des pans entiers de l'économie nationale, comme le BTP, la restauration, le textile reposent sur la surexploitation des clandestins. Ce sentiment de peur a été construit, il n'a rien d'objectif. Et la France s'est installée dans le mensonge, ou en tout cas le déni de la réalité.

**Si on se place du côté des défenseurs de la proposition de Besson, soulever cette question revient à s'interroger sur la place de chacun dans la nation... Comment faire entrer dans l'idée de nation des groupes humains installés en France et attachés à leur particularisme, mais qui n'ont rien à voir avec l'histoire de France ?**

Il faut relativiser ce phénomène. Dans les années 1980, on lisait déjà des articles apocalyptiques sur l'impact des antennes paraboliques sur le comportement des migrants. C'est un fantasme. D'ailleurs, à propos de l'exode rural, les Aveyronnais qui ont conquis les cafés de Paris continuaient à vivre en symbiose avec leurs terres d'origine, sur lesquelles ils ont construit des maisons pour leur retraite. Il en est de même aujourd'hui à l'aune de la globalisation. On sait aussi que les phénomènes d'appartenance ne sont pas nécessairement exclusifs les uns par rapport aux autres. On peut se sentir parfaitement Français et en symbiose avec son terroir d'origine. N'oublions pas qu'hier c'étaient les Juifs que l'on accusait d'être apatrides ou d'avoir d'autres allégeances que celle de la nation. Par ailleurs, les gens ne vivent pas dans leur communauté comme des sardines dans une boîte. Les plus âgés gardent un enracinement plus grand dans leur terre d'origine. Leurs enfants sortent de chez eux et évoluent dans la société. Il y a une interaction évidente entre ces communautés, si tant est que le mot soit approprié, et le reste de la société.

**Les grandes institutions sont en crise. Elles n'intègrent plus ?**

Effectivement, des institutions comme l'école, le Parti communiste, l'Eglise sont en crise et il me semble normal qu'elles intègrent moins qu'avant. Il y a en revanche une institution qui se porte très bien, même si elle s'est recomposée, c'est la famille. Toutes les enquêtes de l'INED (*Institut national des études démographiques*) démontrent que la famille reste la grande machine d'intégration. La famille recomposée, véritable amortisseur à la crise, joue ce rôle de l'intégration.

L'intégration des étrangers ne se pose pas de façon radicalement différente aujourd'hui, même si les modalités ont évolué vu le changement d'époque.

**N'aurait-il pas mieux fallu poser la question : "La République aujourd'hui, qu'est-ce que c'est ?"**

Effectivement. Admettons que nous restons tributaires de la III<sup>e</sup> République. Ce qui était frappant chez les Républicains radicaux, comme Jules Ferry et Léon Gambetta, c'était leur réalisme, leur sens des proportions et de la relativité. Ils se qualifiaient d'"*opportunistes*", autrement dit ils avaient le sens de l'opportunité, du possible. Cet "opportunisme" républicain n'avait strictement rien à voir avec la compromission. Dans cet esprit, ils ont accepté la Constitution de 1875, qui était un compromis avec les Orléanistes. Les "opportunistes" ont réagi de la même manière avec la paysannerie, très conservatrice. Ils ont donné du temps au temps pour l'absorber dans l'espace républicain.

Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que nous nous enfermons dans une fuite en avant, de faux débats, comme celui de la burqa, qui ne concerne au pire que 500 femmes – si 500 femmes menacent la République, c'est qu'elle est décidément bien malade ! Contrairement à ce que Ferry ou Gambetta recommandaient, ces différents problèmes que nous rencontrons (école, vêtements), nous les reconstruisons sous la forme d'un problème générique : celui de l'islam, qui serait insoluble dans la République. Les "opportunistes" radicaux de la III<sup>e</sup> République n'ont pas agi de cette manière, ils ont sérié les difficultés, les ont fragmentées, et se sont bien gardés de les ériger en un méta-problème. Mais notre classe politique nous entraîne dans le piège : toujours plus de lois, toujours plus de répression. L'affaire de Sangatte et de la "jungle" est emblématique de ce manque de pragmatisme et de sens de l'opportunité. Rien n'a été résolu.

Il faut revenir à l'esprit de nos grands républicains, non par fondamentalisme idéologique à la Chevènement ou la Finkielkraut, mais du point de vue de la sociologie historique du politique. Il faut savoir donner aux migrants le temps de se fondre dans la société française et de lui apporter leur propre contribution. La classe politique paie l'opinion de mots en fantasmant des moulins et en se précipitant contre eux pour les pourfendre.

**Poser ainsi la question, n'est-ce pas aussi prendre le risque de revenir sur la conception française de la nation, à savoir politique et citoyenne, au profit d'une conception allemande de la nation, c'est-à-dire culturelle et ethnique ?**

Le grand risque d'évoquer l'autochtonie, fût-ce pour en appeler à l'intégration, d'essentialiser l'identité française, c'est de dire qu'il y a des allogènes. Le génie de la République française a effectivement été le droit du sol. Il était facile de devenir Français. Le risque consisterait à voir la classe politique française et l'Etat prendre au sérieux son propre discours sur l'autochtonie. Si vous avez une législation qui facilite cette interaction entre les étrangers et les Français, vous intensifiez l'interaction mutuelle généralisée. Si par une série de mesures plus ou moins vexatoires, vous faites comprendre aux étrangers qu'ils le sont et le resteront, c'est extrêmement dangereux.

Ce danger est d'autant plus grand qu'une nation repose souvent sur l'oubli, voire le mensonge, comme le disait Renan. En France, nous n'avons jamais vraiment voulu voir que notre République est ethno-confessionnelle. Même à l'époque de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les Français catholiques étaient un peu plus français que les autres, pourvu qu'ils ne fussent pas ultramontains. La République n'a pas eu de peine à coopter ses protestants. La République française a eu beaucoup de peine à admettre sa part juive, au point qu'elle l'a livrée à l'Holocauste lors de la seconde guerre mondiale. Et aujourd'hui nous entendons le ministre de l'intérieur parler de "*prototype*" de l'Arabe, pardon de l'Auvergnat ! Il y a des démons d'exclusion dans l'histoire française.

Le débat sur l'identité nationale est très mal venu parce qu'il tend à accrédiéter cette illusion selon laquelle il y a des identités naturelles, alors que les identités, ce sont ce que nous en faisons socialement, politiquement et empiriquement, au jour le jour. La définition de la nation appartient à la société, non à l'Etat, dont les prétentions identitaires nous conduiront inévitablement là nous savons, de par notre histoire tragique.

**Mais la République n'existait plus lors de la promulgation des lois anti-juives sous Vichy, même si le président Chirac a reconnu la responsabilité de la République dans la rafle du Vel d'Hiv ?**

Je croyais avoir lu au lycée que le maréchal Pétain avait reçu les pleins pouvoirs par un vote de la représentation nationale... Le discours du Vel d'Hiv de Jacques Chirac en a fini avec cette fiction de la responsabilité du seul "Etat français" dans l'Holocauste. C'est bel et bien une part de la République qui a livré ses juifs aux nazis, comme elle avait accusé Dreyfus de trahison. L'esprit républicain ne relève pas de la sainteté, il consiste en un combat politique pour que la République soit à la hauteur de ses valeurs proclamées – la lutte de l'optimiste désespéré puisque par définition un régime politique participe de l'incomplétude.

**Propos recueillis par Gaïdz Minassian**